



LA VERITE SUR LE NOUVEAU RESEAU DES FINANCES PUBLIQUES DU GARD

Les organisations syndicales du Gard, souhaitent dénoncer la communication trompeuse de la direction départementale.

Contrairement à l'annonce qui a été faite d'un réseau élargi et étoffé, cette réforme qualifiée de géographie revisitée est en fait une géographie « massacrée » qui va réduire les implantations de manière dramatique et sans précédent :

- toutes les trésoreries supprimées (16) : Aigues Mortes, Aramon, Anduze, la Grand Combe, le Vigan, Pont St Esprit, Quissac, Remoulins, Saint Ambroix, Saint Chaptès, Saint Gilles, Saint Hippolyte du Fort, Uzès, Sommières, Vauvert, Villeneuve lès Avignon
- 3 services des impôts des entreprises supprimés : celui de Bagnols ,et deux à Nîmes
- 3 services des impôts des particuliers supprimés : celui d'Uzès et deux à Nîmes

Impactant toute la population du Gard et de très nombreuses collectivités, cette réforme qui menace l'ensemble des agents est un plan social d'une extrême violence.

Contrairement aux affirmations du gouvernement qui prétend étoffer le service public de proximité, c'est bel et bien de son anéantissement dont il est question.

En présentant une carte trompeuse des implantations proposées, notre directeur monsieur GUIN veut faire croire que les points de contacts seraient de véritables structures d'accueil de nos services. En réalité, il ne s'agit que d'un service low cost dont la pérennité n'est même pas acquise. Ces MSAP (Maisons de Services aux Publics) ou MFS (Maisons France Service) ne seront plus des services de la DGFIP et demain il n'y aurait plus de véritables services publics en milieu rural.

Combien de kilomètres le citoyen devra-t-il faire pour rencontrer un agent des finances publiques ?

Des pans entiers du Gard seraient laissés à l'abandon et malgré les allégations de notre directeur le territoire serait loin d'être couvert de manière équilibrée.

Où sont les belles promesses présidentielles de présence sur les territoires des services de l'État ?

Alors qu'il y a peu de temps encore la direction générale des finances publiques affirmait vouloir mettre l'usager au coeur de nos missions, ce projet propose le contraire en comptant sur le tout internet. Le service public c'est pourtant plus qu'un clic.

Nous exigeons le retrait de ce projet et souhaitons impliquer la population et les élus locaux dans les mobilisations à venir.

Nîmes le 4 juillet 2019